**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
COMTÉ DE BROME-MISSISQUOI
COWANSVILLE**

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil de la Ville de Cowansville du 17 mars 2025, tenue dans la salle de l'hôtel de ville situé au 220, place Municipale.

Sont présents :

Madame Sylvie Beauregard la mairesse
Monsieur le conseiller Simon Angers District 1
Madame la conseillère Marie-France Beaudry District 3
Monsieur le conseiller Stéphane Lussier District 4
Madame la conseillère Amélie Fournier District 6

Formant quorum et siégeant sous la présidence de madame la mairesse Sylvie Beauregard.

Absent (s) : Monsieur le conseiller Alain Daigle District 2

Monsieur le conseiller Yvon Pepin District 5

Sont également présents :

M. Claude Lalonde, ing., directeur général, Mme Julie Lamarche, OMA, greffière, Mme Josée Tassé, CPA, OMA, trésorière et Mme Josiane Martel Ouellet, urbaniste

Madame la mairesse précise qu'en l'absence de débat sur un point inscrit à l'ordre du jour ou si personne ne demande le vote sur celui-ci, la proposition afférente est adoptée à l'unanimité.

118-03-2025

OUVERTURE DE LA SÉANCE

Il est proposé par Madame la conseillère Amélie Fournier

Appuyé de Monsieur le conseiller Stéphane Lussier

Et résolu :

Que la séance soit déclarée ouverte à 19h31.

Adoptée à l'unanimité

119-03-2025

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par Monsieur le conseiller Simon Angers

Appuyé par Madame la conseillère Marie-France Beaudry

Et résolu :

D'adopter l'ordre du jour de la présente séance, tel que modifié avec le retrait du point 8.5, le point en affaires nouvelles demeurant ouvert :

- 1. OUVERTURE DE LA SÉANCE**
- 2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**
- 3. PREMIÈRE PÉRIODE DE QUESTIONS**
- 4. APPROBATION DES PROCÈS-VERBAUX**
 - 4.1 Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du 4 mars 2025
- 5. AFFAIRES DU CONSEIL MUNICIPAL**
 - 5.1 Autorisation de dépenses pour la participation des élus municipaux aux assises annuelles de l'UMQ
- 6. ADMINISTRATION GÉNÉRALE**
 - 6.1 Direction générale

- 6.1.1 Autorisation de signature de la convention d'opération d'un lien de fibres optiques
- 6.2 Finances et trésorerie**
- 6.2.1 Remboursement d'un montant supplémentaire en capital de 741 600 \$ lors d'un refinancement
- 6.2.2 Volet 2 du Programme d'aide financière à la mise aux normes des barrages municipaux (PAFMAN)
- 6.3 Greffe et affaires juridiques**
- 6.3.1 Dépôt du certificat de la greffière attestant du résultat de la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter - Règlement numéro 1929 décrétant des dépenses en immobilisations et un emprunt de 6 100 000 \$
- 6.3.2 Désignation de fonctionnaires pour l'application du Règlement numéro 1932 (RM 460) concernant la paix, l'ordre et les nuisances
- 7. RÉGLEMENTATION**
- 7.1 Adoption du règlement numéro 1932 (RM 460) concernant la paix, l'ordre et les nuisances
- 7.2 Avis de motion et présentation du projet – Règlement numéro 1899-03-2025 modifiant le règlement numéro 1899 concernant la gestion des eaux, tel qu'amendé
- 7.3 Adoption du premier projet de règlement numéro 1841-50-2025 modifiant le règlement de zonage 1841 afin d'apporter des modifications aux dispositions environnementales suivantes: plantation, abattage, aménagement des espaces verts, potagers, protection du couvert forestier, revégétalisation, ainsi qu'à certaines dispositions spécifiques relatives aux stationnements, aux bâtiments jumelés et en rangée et à l'emprise au sol d'un bâtiment industriel
- 7.4 Adoption du second projet de règlement numéro 1858-05-2025 modifiant le règlement relatif aux usages conditionnels numéro 1858 afin d'ajouter la zone d'application, secteur industriel I-4 et les usages conditionnels admissibles
- 8. AMÉNAGEMENT URBAIN ET ENVIRONNEMENT**
- 8.1 Approbation du compte rendu du comité consultatif d'urbanisme du 4 février 2025
- 8.2 Demande d'approbation de PIIA 2024-152 / 136 rue Nelson
- 8.3 Demande d'approbation de PIIA 2025-006 / 1770 rue du Sud
- 8.4 Modification à la demande d'approbation de PIIA 2024-130 / 235 rue de Sweetsburg
- 8.5 Modification à la demande d'approbation de PIIA 2024-153 / 375 rue Paul-Hébert - **RETIRÉ**
- 8.6 Appui pour l'installation d'une tour de communication située sur le lot 6 356 703, secteur des rues Robert et Dufferin
- 9. INFRASTRUCTURES ET IMMOBILISATIONS**
- 9.1 Adjudication d'un contrat pour le marquage de chaussées pour l'année 2025
- 10. LOISIRS ET CULTURE**
- 10.1 Camps de jour - Intégration des enfants à besoins particuliers - Enjeux
- 11. SÉCURITÉ CIVILE ET INCENDIES**
- 12. RESSOURCES HUMAINES**
- 12.1 Dépôt de la liste du mouvement de personnel
- 13. AFFAIRES NOUVELLES**
- 14. DÉPOT DE DOCUMENTS**
- 15. DEUXIÈME PÉRIODE DE QUESTIONS**
- 16. LEVÉE DE LA SÉANCE**

Adoptée à l'unanimité.

PREMIÈRE PÉRIODE DE QUESTIONS

Une première période de questions est tenue tel que requis par la loi. Des citoyens questionnent les membres du conseil.

APPROBATION DES PROCÈS-VERBAUX

120-03-2025

Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du 4 mars 2025

Considérant que copie du procès-verbal de la séance ordinaire tenue le 4 mars 2025, a été remise à chaque membre du conseil à l'intérieur du délai prévu à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chap. C-19), la greffière est dispensée d'en faire la lecture;

Il est proposé par Madame la conseillère Marie-France Beaudry

Appuyé par Madame la conseillère Amélie Fournier

Et résolu :

D'approuver tel que soumis, le procès-verbal de la séance ordinaire du 4 mars 2025.

Adoptée à l'unanimité

AFFAIRES DU CONSEIL MUNICIPAL

121-03-2025

Autorisation de dépenses pour la participation des élus municipaux aux assises annuelles de l'UMQ

Considérant l'intérêt de sept membres du conseil municipal à assister aux Assises annuelles 2025 de l'Union des municipalités du Québec;

Considérant que des frais doivent être engagés par la Ville pour la participation des membres du conseil municipal;

Il est proposé par Monsieur le conseiller Stéphane Lussier

Appuyé par Monsieur le conseiller Simon Angers

Et résolu :

D'autoriser une dépense au montant maximum de 21 385 \$ pour les frais d'inscription ainsi que les frais d'hébergement, de déplacement et de repas à être engagés, si nécessaires, par les membres du conseil municipal pour leur participation aux Assises de l'Union des municipalités du Québec qui se tiendront à Québec du 14 au 16 mai 2025.

Adoptée à l'unanimité

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Direction générale

122-03-2025

Autorisation de signature de la convention d'opération d'un lien de fibres optiques

Considérant qu'une convention de construction et d'opération d'un lien de fibres optiques est intervenue entre la Commission scolaire Eastern Township (ETSB), le Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs (CSSVDC), la Municipalité régionale de comté de la Haute-Yamaska (MRC), le Réseau d'informations scientifiques du Québec inc. (RISQ) et le Groupe Maskatel Québec S.E.C. (anciennement Télécommunications Xittel inc.) et a pris effet rétroactivement le 23 avril 2002 – ci-après « réseau phase I »;

Considérant que le Groupe Maskatel Québec S.E.C. informait les parties qu'il entendait exercer son droit de se retirer à titre de télécommunicateur à compter du 13 juin 2024, conformément à l'article 9.2 de la convention du réseau phase I;

Considérant que les Parties ont désigné Infrastructel inc. en guise de Transporteur remplaçant du réseau phase I le 11 septembre 2024;

Considérant d'autre part qu'une seconde convention de construction et d'opération d'un lien de fibres optiques phase II est intervenue le 28 septembre 2004 entre la ETSB, le CSSVDC, la MRC, la Ville de Cowansville et Infrastructel inc., ce réseau de fibres optiques étant interconnecté au réseau phase I;

Considérant que la convention de construction et d'opération d'un lien de fibres optiques phase II a pris fin le 27 septembre 2024;

Considérant que les Parties, tant de la convention du réseau phase I que celles du réseau de la phase II, consentent à regrouper tous les tronçons de fibres optiques sous un seul et même réseau et une seule convention;

Considérant qu'Infrastructel inc. accepte d'agir à titre de Télécommunicateur du réseau regroupé;

Considérant que les Parties souhaitent déterminer leurs droits et obligations respectifs par une convention d'opération d'un lien de fibres optiques;

Considérant qu'il est dans l'intérêt des parties de conclure une nouvelle convention à cette fin pour une période de 5 ans (avec possibilité de reconduction pour des durées successives de 5 ans) à compter du 28 septembre 2024;

Il est proposé par Madame la conseillère Amélie Fournier

Appuyé par Madame la conseillère Marie-France Beaudry

Et résolu :

D'autoriser la mairesse ou, en son absence, le maire suppléant, ainsi que le directeur général ou, en son absence, la greffière, à signer, pour et au nom de la Ville, la convention soumise, et à y effectuer toutes les modifications mineures jugées nécessaires.

De nommer le directeur général, ou en son absence la greffière, pour représenter la Ville au comité de gérance.

Adoptée à l'unanimité

Finances et trésorerie

123-03-2025

Remboursement d'un montant supplémentaire en capital de 741 600 \$ lors d'un refinancement

Considérant que la Ville possède un emprunt au montant de 1 763 000 \$ venant à échéance le 19 mai 2025 pour un emprunt contracté le 19 mai 2020 en vertu des règlements 1653, 1652, 1777, 1804, 1751, 1711, 1877, 1867, 1853 et 1719;

Considérant qu'une émission d'obligation pour un refinancement et un nouveau financement est prévue le 20 mai 2025;

Considérant qu'un remboursement anticipé de capital peut être réalisé lors d'un refinancement;

Il est proposé par Monsieur le conseiller Simon Angers

Appuyé par Monsieur le conseiller Stéphane Lussier

Et résolu :

D'affecter au remboursement de la dette venant à échéance le 19 mai 2025 un montant supplémentaire de 741 600 \$ afin de ne pas refinancer le solde de certains règlements, soit 1867, 1877, 1751, 1877, 1853 et 1819, selon la provenance suivante:

- 221 900 \$ proviendront du surplus accumulé non affecté;
- 519 700 \$ d'une affectation du fonds d'administration générale.

Adoptée à l'unanimité

124-03-2025

Volet 2 du Programme d'aide financière à la mise aux normes des barrages municipaux (PAFMAN)

Considérant que la Ville de Cowansville a pris connaissance du cadre normatif détaillant les règles et normes du PAFMAN;

Considérant que l'ouvrage de propriété municipale visé (numéro X2104463 - Mitch-Bédard) est classé dans la catégorie des barrages à forte contenance dans le Répertoire des barrages du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs;

Considérant que le niveau des conséquences en cas de rupture du barrage visé est égal ou supérieur à « moyen »;

Considérant que le Ministère a approuvé l'exposé des correctifs de la Ville en vertu de l'article 17 de la *Loi sur la sécurité des barrages* (RLRQ, c. s-3.1.01);

Considérant que la Ville a obtenu du Ministère une autorisation de modification de structure, de reconstruction ou de démolition partielle ou complète en vertu de l'article 5 de la *Loi sur la sécurité des barrages* et qu'elle a réalisé les travaux correctifs prévus;

Considérant que la Ville désire présenter une demande d'aide financière au MELCC dans le cadre du volet 2 du PAFMAN, visant les travaux correctifs réalisés sur le barrage visé;

Il est proposé par Madame la conseillère Marie-France Beaudry

Appuyé par Madame la conseillère Amélie Fournier

Et résolu :

D'autoriser la présentation d'une demande d'aide financière dans le cadre du volet 2 du programme PAFMAN.

D'autoriser le chef de division aux infastuctues ou la directrice des finances et trésorière à signer tous les documents requis pour la demande d'aide financière relatifs aux travaux correctifs du barrage visé par la présente résolution, dans le cadre du volet 2 du PAFMAN.

Adoptée à l'unanimité

Greffes et affaires juridiques

Dépôt du certificat de la greffière attestant du résultat de la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter - Règlement numéro 1929 décrétant des dépenses en immobilisations et un emprunt de 6 100 000 \$

La greffière dépose le certificat suivant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter concernant le Règlement numéro 1929 décrétant des dépenses en immobilisations et un emprunt de 6 100 000 \$, et ce, conformément à l'article 557 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

125-03-2025

Désignation de fonctionnaires pour l'application du Règlement numéro 1932 (RM 460) concernant la paix, l'ordre et les nuisances

Considérant qu'en vertu des dispositions du *Règlement numéro 1932 (RM 460) concernant la paix, l'ordre et les nuisances*, le conseil municipal peut nommer, par résolution, les personnes chargées de l'administration et l'application de ce règlement;

Considérant qu'il est requis de déléguer les pouvoirs s'y rattachant dans l'application de la réglementation;

Il est proposé par Monsieur le conseiller Simon Angers

Appuyé par Monsieur le conseiller Stéphane Lussier

Et résolu :

De désigner les employés suivants à titre d'« Autorité Compétente » dans le cadre de leurs fonctions, pour voir à l'administration, l'application et l'émission de constats d'infraction pour le *Règlement numéro 1932 (RM 460) concernant la paix, l'ordre et les nuisances*, ainsi que pour tout amendement qui pourrait être adopté en lien avec ce règlement, soit :

Service de l'aménagement urbain et de l'environnement :

- *M. Marc-Antoine Dunlavey, directeur;*
- *Mme Josiane Martel-Ouellet, directrice adjointe;*
- *Mme Manon Moreau, conseillère en urbanisme;*
- *M. Martin Deschamps, conseiller en environnement;*
- *Mme Julie Jacques, inspectrice en aménagement du territoire;*
- *M. Eric Haman, inspecteur en bâtiment;*
- *Mme Pascale Létourneau-Tremblay, inspectrice en bâtiment;*
- *Mme Christine McElhaw, inspectrice en bâtiment;*
- *Mme Valérie Charbonneau Chouinard, patrouilleuse en urbanisme;*
- *M. Marc Beaulieu; patrouilleur en urbanisme;*
- *M. Fernando Rosas, inspecteur en bâtiment.*

Service des infrastructures et des immobilisations :

- *M. Carl Lacroix, chef de division;*
- *M. Vincent Lussier, chef de division;*
- *M. Frédéric Lessard, chef de division.*

Adoptée à l'unanimité

RÈGLEMENTATION

126-03-2025

Adoption du règlement numéro 1932 (RM 460) concernant la paix, l'ordre et les nuisances

Considérant les pouvoirs conférés par la *Loi sur les Cités et villes* et la *Loi sur les compétences municipales*, notamment en matière de nuisances, de sécurité, de paix, d'ordre, de bon gouvernement et de bien-être général de la population;

Considérant que le *Conseil* désire procéder à une révision du Règlement 1906 concernant la paix, l'ordre et les nuisances afin notamment de prévoir une disposition visant à interdire le fait de plonger, de sauter ou de se laisser tomber d'un pont, d'une passerelle ou de toute autre infrastructure érigée en hauteur et afin de revoir les dispositions en matière de *Cannabis*;

Considérant en effet que certaines problématiques en matière de *Cannabis*, particulièrement en milieu scolaire, causent d'importants enjeux en matière de nuisances, de sécurité, de paix, d'ordre, de bon gouvernement et de bien-être général de la population, en ce que :

- La fumée de *Cannabis* constitue une nuisance;
- Le *Cannabis* est facilement accessible et disponible à toute heure du jour dans les milieux scolaires, que ceci engendre d'autres utilisateurs potentiels et ainsi une augmentation de la consommation et des enjeux liés au *Cannabis*;
- Le *Cannabis*, sa possession et sa consommation, sous toutes ses formes, dans les milieux scolaires, causent notamment des conflits entre les élèves et par le fait même, une augmentation de la violence, mettant ainsi la paix, l'ordre, la sécurité des élèves et des employés et leur bien-être en péril;
- La plupart des interventions liées au *Cannabis* dans certains milieux scolaires sont en lien avec certains objets permettant sa consommation, plus particulièrement les vapoteuses à extrait de *Cannabis*, lesquels sont par ailleurs facilement accessibles et dissimulables;
- Les vapoteuses à extrait de *Cannabis* permettent une consommation facile dans les immeubles scolaires à tout endroit, notamment ceux où il est difficile de faire une surveillance accrue, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur;

Considérant que les milieux scolaires, par leur nature, nécessitent d'éviter de manière accrue les situations où la nuisance, la sécurité, la paix, l'ordre, le bon gouvernement et le bien-être général de la population sont compromis;

Considérant que les *Agents de la Paix* qui doivent notamment intervenir dans les milieux scolaires en lien avec le *Cannabis* ne disposent que de peu de moyens d'interventions dissuasifs, efficaces et rapides;

Considérant qu'il est possible de réglementer les enjeux en matière de *Cannabis*, afin de mieux outiller les *Agents de la Paix*;

Considérant que la Sûreté du Québec, dans le cadre de sa politique de gestion, portera assistance au fonctionnaire désigné par le *Conseil* en regard de sa mission de maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique;

Considérant qu'un avis de motion du présent règlement a été régulièrement donné à la séance du 4 mars 2025 sous la résolution numéro 092-03-2025 et qu'un projet de règlement a été déposé lors de la même séance;

Considérant que le règlement a pour objet de procéder à une révision du Règlement 1906 (RM 460) concernant la paix, l'ordre et les nuisances actuellement en vigueur, afin notamment de prévoir une disposition visant à interdire le fait de plonger, de sauter ou de se laisser tomber d'un pont, d'une passerelle ou de toute autre infrastructure érigée en hauteur et afin de revoir les dispositions en matière de cannabis;

Considérant qu'il n'y a eu aucun changement entre le projet de règlement déposé et le règlement soumis pour adoption;

Il est proposé par Madame la conseillère Marie-France Beaudry

Appuyé par Monsieur le conseiller Simon Angers

Et résolu :

D'adopter le règlement numéro 1932 (RM 460) concernant la paix, l'ordre et les nuisances.

Adoptée à l'unanimité

127-03-2025

Avis de motion et présentation du projet – Règlement numéro 1899-03-2025 modifiant le règlement numéro 1899 concernant la gestion des eaux, tel qu'amendé

Madame la conseillère Amélie Fournier, donne avis de motion qu'à une prochaine séance de ce conseil, il sera adopté le *Règlement numéro 1899-03-*

2025 modifiant le règlement numéro 1899 concernant la gestion des eaux, tel qu'amendé.

Ce règlement a pour objet d'actualiser les normes de gestion des eaux pluviales.

Madame la conseillère Amélie Fournier dépose le projet de *Règlement numéro 1899-03-2025 modifiant le règlement numéro 1899 concernant la gestion des eaux, tel qu'amendé*. Adoptée à l'unanimité

128-03-2025

Adoption du premier projet de règlement numéro 1841-50-2025 modifiant le règlement de zonage 1841 afin d'apporter des modifications aux dispositions environnementales suivantes: plantation, abattage, aménagement des espaces verts, potagers, protection du couvert forestier, revégétalisation, ainsi qu'à certaines dispositions spécifiques relatives aux stationnements, aux bâtiments jumelés et en rangée et à l'emprise au sol d'un bâtiment industriel

Considérant que la Ville de Cowansville a le pouvoir, en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1), de modifier son règlement de zonage;

Considérant que les pratiques en urbanisme et en aménagement du territoire évoluent constamment et que la ville souhaite bonifier le règlement de zonage actuel;

Considérant que ce règlement vise à mettre à jour certaines dispositions du règlement de zonage 1841 afin de répondre aux enjeux liés aux changements climatiques et d'améliorer la qualité de vie des citoyens, en encadrant notamment la plantation, l'abattage, l'aménagement des espaces verts, les jardins potagers, les aires de stationnement, ainsi que la revégétalisation et la protection du couvert forestier, tout en apportant des modifications à certaines dispositions spécifiques concernant les bâtiments jumelés et en rangée, ainsi que l'emprise au sol des bâtiments industriels

Considérant que ce projet de règlement est assujéti à une assemblée publique de consultation conformément à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, et qu'un avis public sera publié à cet effet;

Il est proposé par Monsieur le conseiller Stéphane Lussier

Appuyé par Madame la conseillère Marie-France Beaudry

Et résolu :

D'adopter le premier projet de règlement numéro 1841-50-2025 modifiant le règlement de zonage 1841 afin d'apporter des modifications aux dispositions environnementales suivantes : plantation, abattage, aménagement des espaces verts, potagers, protection du couvert forestier, revégétalisation, ainsi qu'à certaines dispositions spécifiques relatives aux stationnements, aux bâtiments jumelés et en rangée et à l'emprise au sol d'un bâtiment industriel.

De procéder à une assemblée publique de consultation annoncée préalablement par un avis public, et ce, conformément à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*.

Adoptée à l'unanimité

129-03-2025

Adoption du second projet de règlement numéro 1858-05-2025 modifiant le règlement relatif aux usages conditionnels numéro 1858 afin d'ajouter la zone d'application, secteur industriel I-4 et les usages conditionnels admissibles

Considérant que la Ville de Cowansville a le pouvoir, en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, chapitre A-19.1), de modifier son règlement relatif aux usages conditionnels;

Considérant l'existence d'immeubles avec bâtiment industriel de grande volumétrie localisés sur le Grand Boulevard Nord;

Considérant que le site visé est localisé à l'entrée de la ville en plus d'être en partie adossé à des secteurs résidentiels;

Considérant que le règlement a pour objet d'ajouter un nouveau secteur de zone correspondant à la zone industrielle I-4, délimité sommairement par le boulevard Jean-Jacques-Bertrand à l'ouest, la rivière Yamaska au nord, la voie ferrée et la limite arrière des lots adjacents à la rue Bell à l'est, ainsi que par le Grand boulevard Nord au sud. Il vise également à permettre certains usages qui, bien qu'ils soient dérogatoires au Règlement de zonage, pourront être autorisés si certaines conditions, identifiées par résolution du conseil municipal, sont respectées;

Considérant qu'un avis de motion du présent règlement a été régulièrement donné à la séance du 17 février 2025, sous la résolution numéro 067-02-2025;

Considérant qu'un premier projet règlement a été donné à cette même séance par la résolution numéro 068-02-2025;

Considérant que le premier projet de règlement a fait l'objet d'une consultation publique le 26 février 2025;

Considérant qu'il y a eu changement entre le premier projet de règlement déposé et le second projet de règlement soumis pour adoption, par le retrait, à l'article 1, de l'usage conditionnel pouvant être autorisé « C56 - Activités récréatives extérieures intensives » du tableau VI;

Il est proposé par Madame la conseillère Amélie Fournier

Appuyé par Monsieur le conseiller Stéphane Lussier

Et résolu :

D'adopter le second projet de règlement numéro 1858-05-2025 modifiant le règlement relatif aux usages conditionnels numéro 1858 afin d'ajouter la zone d'application, secteur industriel I-4 et les usages conditionnels admissibles.

Adoptée à l'unanimité

AMÉNAGEMENT URBAIN ET ENVIRONNEMENT

130-03-2025

Approbation du compte rendu du comité consultatif d'urbanisme du 4 février 2025

Considérant la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 4 février 2025;

Il est proposé par Monsieur le conseiller Simon Angers

Appuyé par Madame la conseillère Marie-France Beaudry

Et résolu :

D'approuver tel que soumis, le compte rendu du comité consultatif d'urbanisme du 4 février 2025.

Adoptée à l'unanimité

131-03-2025

Demande d'approbation de PIIA 2024-152 / 136 rue Nelson

Considérant l'avis favorable à l'unanimité du comité consultatif d'urbanisme émis à l'égard de la présente demande en date du 4 mars 2025;

Considérant les plans et documents portant le titre « Demande de PIIA 2024-152 / 136 rue Nelson » datés du 4 mars 2025, et soumis au soutien des présentes;

Considérant que la présente autorisation est valide pour une durée de 3 ans maximum à compter de ce jour;

Il est proposé par Monsieur le conseiller Stéphane Lussier

Appuyé par Madame la conseillère Amélie Fournier

Et résolu :

D'approuver la demande de PIIA 2024-152 relative à la propriété sise au 136 rue Nelson, lot 3 798 625 du cadastre du Québec, de manière à permettre la construction d'un bâtiment accessoire de 12 m x 2,44 m, le tout tel qu'apparaissant sur les plans et documents soumis au soutien des présentes.

Adoptée à l'unanimité

132-03-2025

Demande d'approbation de PIIA 2025-006 / 1770 rue du Sud

Considérant l'avis favorable à l'unanimité du comité consultatif d'urbanisme émis à l'égard de la présente demande en date du 4 mars 2025;

Considérant les plans et documents portant le titre « Demande de PIIA 2025-006 / 1770 rue du Sud » datés du 4 mars 2025, et soumis au soutien des présentes;

Considérant que la présente autorisation est valide pour une durée de 3 ans maximum à compter de ce jour;

Il est proposé par Madame la conseillère Marie-France Beaudry

Appuyé par Monsieur le conseiller Simon Angers

Et résolu :

D'approuver la demande de PIIA 2025-006 relative à la propriété sise au 1770 rue du Sud, lot 3 798 797 du cadastre du Québec, de manière à permettre le remplacement des enseignes sur les façades du commerce Walmart, le tout tel qu'apparaissant sur les plans et documents soumis au soutien des présentes.

Adoptée à l'unanimité

133-03-2025

Modification à la demande d'approbation de PIIA 2024-130 / 235 rue de Sweetsburg

Considérant l'avis favorable à l'unanimité du comité consultatif d'urbanisme émis à l'égard de la présente demande en date du 4 mars 2025;

Considérant les plans et documents portant le titre « Demande de Suivi PIIA 2024-130 / 235 rue de Sweetsburg » datés du 4 mars 2025, et soumis au soutien des présentes;

Considérant que la présente autorisation est valide pour une durée de 3 ans maximum à compter de ce jour;

Il est proposé par Monsieur le conseiller Simon Angers

Appuyé par Monsieur le conseiller Stéphane Lussier

Et résolu :

D'approuver la demande de PIIA 2024-130 relative à la propriété sise au 235 rue de Sweetsburg, lot 6 482 293 du cadastre du Québec, de manière à permettre une modification touchant l'apparence de 2 façades par de nouveaux modèles de fenêtres, l'ajout d'une fenêtre et l'agrandissement des galeries de la nouvelle habitation unifamiliale de 2 étages avec logement d'appoint, le tout tel qu'apparaissant sur les plans et documents soumis au soutien des présentes.

Adoptée à l'unanimité

Modification à la demande d'approbation de PIIA 2024-153 / 375 rue Paul-Hébert

Ce sujet a été retiré des délibérations au moment de l'adoption de l'ordre du jour.

134-03-2025

Appui pour l'installation d'une tour de communication située sur le lot 6 356 703, secteur des rues Robert et Dufferin

Considérant que Bell Mobilité Inc., projette l'installation d'un système d'antennes de radiocommunication et de radiodiffusion sur le territoire de la Ville de Cowansville;

Considérant que Bell. s'est entendu avec la Ville de Cowansville, propriétaire du lot 6 356 703, pour la construction d'une tour de type monopole de 40 mètres sur ledit terrain;

Considérant que la procédure de CPC-2-0-03 d'Industrie Canada s'applique à l'installation de systèmes d'antennes de radiocommunications et de radiodiffusion, laquelle procédure sera suivie en bonne et due forme;

Considérant la transmission d'un avis de consultation publique, se terminant le 15 février 2025, et soumis au soutien des présentes;

Considérant que dans le cadre de la procédure, un avis favorable relatif à l'emplacement proposé pour l'installation de systèmes d'antennes de radiocommunications et de radiodiffusion sur le territoire municipal est requis;

Considérant que la loi sur la radiocommunication (Loi fédérale) outrepassse toute réglementation municipale qui pourrait empêcher l'installation de tours de communication sur son territoire;

Considérant que le site visé constitue le site de moindre impact pour la municipalité ainsi que selon les contraintes liées à l'ingénierie du réseau existant de Bell;

Considérant que par la présente, la Ville désire permettre l'amélioration de couverture des réseaux de communications desservant sa population;

Il est proposé par Monsieur le conseiller Simon Angers

Appuyé par Madame la conseillère Marie-France Beaudry

Et résolu :

De ne pas s'opposer au projet d'implantation d'un système d'antennes de radiocommunications et de radiodiffusion, soumis par Bell Mobilité Inc., et projeté sur le lot 6 356 703 du cadastre officiel du Québec.

Adoptée à l'unanimité

INFRASTRUCTURES ET IMMOBILISATIONS

135-03-2025

Adjudication d'un contrat pour le marquage de chaussées pour l'année 2025

Considérant que la Ville de Cowansville a procédé à un appel d'offres sur invitations pour le marquage de chaussées pour l'année 2025 (appel d'offres no 04-INF-I-25), tel que prévu par le *Règlement numéro 1890 sur la gestion contractuelle* et en conformité avec les dispositions de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ c. C-19);

Considérant que deux soumissionnaires ont déposé une soumission aux date et heure prévues à l'appel d'offres, à savoir :

<u>Soumissionnaires</u>	<u>Prix total (taxes incluses)</u>
Lignes Maska	38 535,06 \$
Marquage signalisation Rive-Sud B.A. inc.	43 547,70 \$

Considérant qu'après analyse, toutes les soumissions se sont avérées conformes aux exigences spécifiées aux documents d'appel d'offres;

Il est proposé par Madame la conseillère Marie-France Beaudry

Appuyé par Monsieur le conseiller Stéphane Lussier

Et résolu :

D'adjuger le contrat pour le marquage de chaussées pour l'année 2025 (appel d'offres no 04-INF-I-25) au plus bas soumissionnaire conforme, soit l'entreprise Lignes Maska, pour un montant total de 38 535,06 \$, le tout, aux conditions prévues dans les documents d'appel d'offres.

De puiser les deniers requis aux fins de la présente dépense à même le fonds d'administration selon les quantités réelles utilisées (poste budgétaire 02-355-00-459).

Adoptée à l'unanimité

LOISIRS ET CULTURE

136-03-2025

Camps de jour - Intégration des enfants à besoins particuliers - Enjeux

Considérant que les municipalités sortent complètement de leur champ de compétence municipale en offrant un service de camp de jour;

Considérant que l'organisation des camps de jour n'est pas une obligation municipale, mais que malgré cela la majorité des municipalités offrent ce service à leurs familles;

Considérant que les municipalités dispensant des services de camps de jour à l'ensemble des enfants sont assujetties à l'application de la Charte des droits et libertés de la personne et donne l'obligation à l'accès aux services adaptés de ces camps de jour pour les enfants à besoins particuliers;

Considérant également que les demandes d'accompagnements pour les enfants à besoins particuliers, physique ou psychologique, sont en nette croissance d'année en année;

Considérant l'absence de soutien financier pour offrir des mesures d'accommodements appropriés aux enfants qui fréquentent les camps de jour et maintenir un service à un coût raisonnable pour les familles;

Considérant la lettre de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) du 10 juin 2024 demandant d'agir à la ministre des Affaires municipales;

Il est proposé par Madame la conseillère Amélie Fournier

Appuyé par Madame la conseillère Marie-France Beaudry

Et résolu :

De demander la bonification de l'enveloppe liée au Programme d'assistance financière au loisir des personnes différentes (handicapées) - Volet accompagnement.

De demander au gouvernement du Québec de prioriser la création d'une mesure financière spécifique aux camps de jour afin d'assurer le service et maintenir un coût raisonnable pour les familles.

De demander aux ministres de la Santé et des Services sociaux, de l'Éducation, des Affaires municipales, de la Famille, du Sport, du Loisir et du Plein air, de mettre sur pied un comité avec les partenaires suivants : l'Association des camps de jour du Québec (ACQ), l'Association québécoise pour le loisir des personnes handicapées (AQLPH), l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) et autres afin d'assurer une intégration réussie dans les camps de jour du Québec.

D'inviter les municipalités membres de la MRC de Brome-Missisquoi et les MRC et les municipalités du Québec à appuyer cette résolution.

De transmettre la résolution aux ministres de la Santé et des Services sociaux, de l'Éducation, des Affaires municipales, de la Famille, du Sport, du Loisir et du Plein air, à l'Association des camps de jour du Québec (ACQ), l'Association québécoise pour le loisir des personnes handicapées (AQLPH), l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ), au Centre de services scolaires du Val-des-Cerfs (CSSVDC) et Zone Loisir Montérégie (ZLM).

Adoptée à l'unanimité

SÉCURITÉ CIVILE ET INCENDIES

RESSOURCES HUMAINES

137-03-2025

Dépôt de la liste du mouvement de personnel

Considérant le *Règlement numéro 1919 en matière de délégation de pouvoir, de contrôle et de suivi budgétaires* actuellement en vigueur et plus spécifiquement la section 4 portant sur la délégation du pouvoir d'embauche et nomination d'un employé salarié;

Considérant les mouvements de personnel autorisés par le directeur général et/ou la directrice des ressources humaines pour le mois de février 2025;

Il est proposé par Monsieur le conseiller Stéphane Lussier

Appuyé par Monsieur le conseiller Simon Angers

Et résolu :

D'accepter et de ratifier la liste du mouvement de personnel déposée par la directrice des ressources humaines pour le mois de février 2025.

Adoptée à l'unanimité

AFFAIRES NOUVELLES

DÉPOT DE DOCUMENTS

DEUXIÈME PÉRIODE DE QUESTIONS

Une deuxième période de questions est tenue. Aucune question n'est adressée aux membres du conseil.

138-03-2025

LEVÉE DE LA SÉANCE

Il est proposé par Madame la conseillère Marie-France Beaudry

Appuyé de Madame la conseillère Amélie Fournier

Et résolu :

Que la séance soit levée à 19h54.

Adoptée à l'unanimité

Sylvie Beauregard, mairesse

Julie Lamarche, OMA, greffière

Par sa signature, la mairesse indique qu'elle signe en même temps toutes les résolutions incluses au procès-verbal.